



Santé - Social

USAGERS ET PERSONNELS, défendons ensemble des soins de qualité pour toutes et tous !

Notre système de santé est malade des différentes politiques menées ces dernières décennies. L'Etat et le patronat ont bon dos de dire qu'en les exonérant de "charges" sociales, les entreprises seront plus "compétitives". Ce ne sont pas des charges, mais nos cotisations sociales, appelé salaire différé, fruit de NOTRE travail, qui finance la Sécurité Sociale, et donc l'hôpital public.

→ **Chacun cotise selon ses moyens et utilise selon ses besoins. Le fameux "trou de la sécu" est créé artificiellement, car notre argent, plutôt que d'aller dans les caisses de la Sécurité Sociale, part grossir les dividendes versés aux actionnaires.**

Aujourd'hui, sous couvert de redonner du pouvoir d'achat, nos cotisations sociales sont supprimées au profit de la CSG, signant par là-même la fin de notre système de protection et de sécurité sociale. La T2A (Tarification A l'Activité) a instauré une course aux activités rentables. Mais un hôpital, un établissement de Santé n'est pas une entreprise, ni une usine, il doit accueillir et prendre en charge humainement les personnes.

La mise en place des GHT (Groupement Hospitalier de Territoire) a organisé le regroupement des hôpitaux et des établissements du secteur de la Santé et de l'Action Sociale et accéléré les fermetures de lits, de services et les suppressions de postes, accentuant les déserts médicaux.

Combien de maternités de proximité ont fermé ces dernières années ? Ces fermetures ne doivent rien au hasard ni à un manque d'activité, mais à une volonté de casser le service public de Santé.

→ **Aujourd'hui Mme Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé, souhaite elle aussi apporter sa pierre à la casse de l'édifice avec le projet de loi "Ma Santé 2022".**

Alors qu'une grande majorité de la population réclame plus de services publics, de qualité et de proximité, le gouvernement en tire la seule conclusion possible : il faut supprimer des postes... Et pour 2019, ce ne sont pas moins de 960 millions d'euros en moins dans les caisses des hôpitaux publics.





Pour les hôpitaux, il y aura désormais 3 gradations très claires : proximité, hôpital général, hôpital excellence.

Proximité : médecine polyvalente, SSR (gériatrie), petit plateau technique (labo, radio). Pas de service d'urgences. Cela va embouteiller encore plus les services d'urgences actuelles, pourtant déjà saturées. Pour avoir le label "proximité", il ne faudra avoir QUE ces services, sinon c'est la fermeture de l'établissement.

Hôpital général : Auront des services d'urgences, mais aucune mention n'est faite pour le SAMU.

Hôpital excellence : Universitaire.

Quant au "parcours de soins", remède annoncé aux désastres induits par la fermeture de services et d'hôpitaux dû à la tarification à l'activité et aux GHT, les médecins libéraux vont bénéficier d'incitations financières pour se regrouper en Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS), mais cela ne résoudra pas la désertification médicale. Nous aurions préféré des « maisons de santé » avec des médecins salarié.e.s et l'extention du tiers payant, pour rendre accessibles à tou.te.s des soins de proximité et de qualité. Modèle pour nous garant d'un meilleur maillage du territoire de l'offre de soins public.

➔ **De réorganisations en réorganisations, l'hôpital et les établissements de santé publics ou de missions publiques sont devenus malades et désorganisés.**

Tous les personnels soignants, techniques et administratifs sont épuisés, à bout de souffle. Aujourd'hui, nous disons STOP. Nous voulons des moyens humains pour travailler dignement. Nous voulons des moyens pour accueillir et soigner dignement les patient.e.s. Nous voulons redonner du sens à nos métiers. Car le soin, c'est du temps, de l'écoute, de l'accompagnement. Nous refusons de considérer les patient.e.s comme un produit de consommation qui ne viendrait que pour remplir les caisses. Nous voulons l'accès aux soins partout et pour tou.te.s.

➔ **Aujourd'hui, nous faisons appel à la population afin qu'elle ne regarde pas l'hôpital et les établissements publics ou de missions publiques se dégrader à grand pas et qu'elle se joigne à nous dans le combat qui est le nôtre : la défense de notre système de santé et de protection sociale ainsi que l'amélioration des conditions de vie et de travail de toutes et tous !**



➔➔ **TOU.TE.S ENSEMBLE,**

**défendons des soins de qualité pour la population
et pour de meilleures conditions de vie
et de travail pour les salarié.e.s et agent.e.s.**